



## **COUR DES COMPTES**

Rue du XXXI-Décembre 8

Case postale 3159

1211 Genève 3

Comme nous vous l'avons communiqué par courrier en avril dernier, la Cour a procédé, préalablement à une possible entrée en matière, à un examen relatif au

Notre examen a permis de constater que la politique immobilière de \_\_\_\_\_ a été modifiée il y a moins de deux ans avec, notamment, les résultats économiques suivants :

- une amélioration nette de la rentabilité du portefeuille immobilier, qui croît chaque année,
- une volonté d'augmenter à chaque occasion les loyers qui ne sont plus en phase avec l'état du marché,
- une volonté de ne rénover les logements que lorsqu'il y a possibilité de rentabiliser les investissements. Dans le cas contraire, peu ou pas de travaux, sauf des travaux d'entretien courant,
- une volonté d'être plus transparent et plus objectif dans l'attribution des logements et dans la fixation des loyers.

Sur les 368 objets étudiés par la Cour (catégorie « standing » selon \_\_\_\_\_), il apparaît qu'encore 55 objets ont des loyers inférieurs de plus de 20% aux loyers à la pièce et au m<sup>2</sup> de référence (source : statistique OCSTAT 2007, adaptée par la Cour en fonction du type d'immeubles et de leur localisation précise).

Cependant, compte tenu de la procédure de location et d'attribution des logements approuvée par le conseil d'administration le 13 novembre 2006, ainsi que du processus de fixation des loyers établi par le \_\_\_\_\_ le 25 avril 2008, la Cour estime le risque financier et d'image d'un mauvais emploi de fonds publics au \_\_\_\_\_ comme étant faible.

De ce fait, la Cour renonce à entrer en matière actuellement pour un audit de gestion du . Cela dit, si de nouveaux faits venaient à modifier l'analyse de risques de la Cour ultérieurement, un éventuel audit deviendrait alors d'actualité.

En vous remerciant de votre diligente collaboration sur ce dossier, nous vous prions de croire, , à l'assurance de notre considération distinguée.

Pour la Cour des comptes

Antoinette STALDER  
Présidente

Stanislas ZUIN  
Magistrat